

Crise financière Tous les indicateurs de faillite de l'Etat sont réunis

Par Jean Michel Sylvain

Comme d'habitude, Alain Claude Bilié by Nzé, le porte-parole du gouvernement de la junte militaro-putschiste au pouvoir au Gabon, a confirmé sans le savoir, ce que tous les observateurs pressentaient déjà : l'Etat gabonais est en quasi cessation de paiement. Au détour d'une phrase dans une interview accordée à notre confrère Gabonreview samedi dernier, le putschiste, habitué aux déclarations publiques sans en mesurer la portée, a indiqué que « (...) les entreprises qui vivaient des commandes publiques sont en difficultés(...) » C'est tout simplement là la reconnaissance de la faillite au sommet de l'Etat. Si ce n'est au mieux une indi-

cation que l'Etat est dans une phase prélude à une cessation de paiement. A l'image d'un trésorier d'entreprise qui arbitrerait entre régler telle ou telle facture de ces fournisseurs, avant qu'il ne s'aperçoive tout simplement que sa trésorerie ne lui permet plus de faire face à de tels engagements. Les propos du porte-parole du gouvernement de la junte traduisent exactement cela, vu les événements de ces derniers jours sur le plan économique et financier. Un porte-parole sérieux ne se permettrait pas une telle bourde sans être aussitôt « recadré » par ses chefs. François Fillon, alors chef de gouvernement en France, en a fait l'amère expérience. Nicolas Sarkozy, président de la République française,

l'avait sèchement recadré après qu'il eut imprudemment déclaré être « à la tête d'un Etat en faillite ». Car, ce sont des propos qui renforcent les craintes des investisseurs. L'économie gabonaise, déjà à genou, n'en avait pas besoin. Surtout que les événements de ces derniers jours n'ont rien fait pour apaiser cette crainte. En effet, la junte a éprouvé le plus grand mal pour payer ses fonctionnaires le 25 octobre dernier. Il a joué des artifices pour gagner du temps. En laissant « pourrir » la situation à Gabon Poste, la junte savait que le personnel de cette entreprise ne pouvait pas accepter de passer un second mois supplémentaire sans être payé. Surtout que les syndicats de La Poste avaient claire-



ment indiqué leur intention de fermer les guichets le 25 octobre si leurs salaires de septembre n'étaient pas versés. La junte a laissé faire pour éviter que les

fonctionnaires, qui devaient prendre d'assaut les guichets de la poste ce jour-là, ne découvrent la triste réalité. Pour la première fois depuis 1960, les fonctionnaires gabonais

Beaucoup d'entre elles accusent plusieurs mois d'arriérés de salaires et doivent procéder à de douloureuses restructurations pour survivre. « Sodexo, un plan de licenciement de

accusent un retard de paiement de salaires. Il a fallu le coup de pouce de la grève de La Poste pour que la colère des fonctionnaires ne s'adresse plus à la junte, mais aux postiers. Avec un cynisme d'aplomb, la junte va même mettre à contribution la banque Ecobank au cours de cette journée. En faisant croire aux clients de La Poste qu'ils pouvaient percevoir leurs salaires aux guichets de cette banque. Un responsable de cette banque n'a pas tenu longtemps avant de craquer face à l'affluence. « *Comment voulez-vous qu'on vous paye sans fichier. Le gouvernement ne nous a pas encore transféré le fichier de la solde pour démarrer les opérations* », a-t-il lancé à des dizaines de fonctionnaires, couchés à même le sol devant l'entrée de l'une des agences de l'intérieur du pays. En réalité, apprendra-t-on au cours de cette journée folle, Ecobank attendait que son compte auprès de la Banque des Etats de l'Afrique centrale soit approvisionné par l'Etat avant qu'elle n'ouvre en retour ses coffres pour satisfaire les fonctionnaires gabonais. Mais la manœuvre de l'Etat consistant à gagner « *du temps* » avant de « *bricoler* » une solution « *avec l'appui d'Ecobank* » pour solder la fin du mois d'octobre.

A cette gymnastique pour trouver les 60 milliards de FCFA nécessaires au paiement des salaires, s'ajoute un autre indicateur de faillite. Les entreprises qui vivent de la commande d'Etat ne sont pas « *en difficultés* » comme le prétend le putschiste chargé de la communication, elles sont tout simplement en cessation de paiement.

Plus de la moitié de ses salariés est envisagé. CFAO Gabon veut se séparer de 60 collaborateurs. Necotrans annonce 125 licenciements. Airtel Gabon près de 89 licenciements. Satram 700 licenciements. Sericom Gabon 1000 licenciements. Sucaf 83 licenciements. Pogab 300 licenciements. Baker & Hughes 24 licenciements effectifs. Nouvelle Gabon Mining SA 111 licenciements. BGD 100 licenciements, etc. », selon le blog Gabonennervant. Cette situation de faillite induite par l'Etat ne concerne pas seulement les entreprises privées. La junte ne parvient plus tout simplement à payer les nombreuses structures qu'elle a créées depuis 2009. Le Centre de développement des entreprises (CDE) accuse six mois d'arriérés de salaires vis-à-vis de ses agents. La Chambre de commerce et de l'industrie de Libreville compte aussi six mois d'arriérés de salaires. L'Agence gabonaise de presse (AGP) a mois d'arriérés de salaires ; l'Agence de collecte et de commercialisation des produits agricoles, quatre mois d'arriérés de salaires... même la direction générale du budget est dans la nasse. Les fonctionnaires de ce département ne perçoivent plus aucune prime depuis deux mois. Cette liste n'est malheureusement pas près de s'arrêter. A moins que la junte prenne les mesures de redressement qui conviennent. Ce qui n'est possible à envisager qu'avec un pouvoir aussi illégitime et corrompu.